

Note de lecture :

« Hold-up sur un service public TDF au bord du précipice ! »

Marie-Dominique Favreau

(Editions de Matignon ; 6 euros)

Une petite brochure qui m'en rappelle une autre, (celle des ouvrières de la SPLI, qui racontaient leur combat pour leur emploi et avaient dû occuper tout l'été 78 leur usine à Rennes-Chantepie, avec de multiples rebondissements et coups bas, tant vis-à-vis du patron, des pouvoirs publics que des dirigeants syndicaux qui voulaient nous embringer dans le chauvinisme). Tiens, mais elle était déjà là cette Marie-Do à soutenir ces « enrégés » de la SPLI, usine qu'elle connaissait bien !

Aujourd'hui elle fait le récit simple et précis d'un hold-up d'un secteur du service public TDF (Télédiffusion De France) dans lequel elle a travaillé pendant 30 ans, et qui se retrouve laminé et privatisé, entre les mains de fonds de pension, écossais (Charter House) et américain (Texas Pacific Groupe).

Depuis la fin du monopole en 1986, la loi Léotard, la mise en concurrence, la cession à France Télécom, une part, puis 51% puis 100% en 91, le dépeçage qui accompagne selon l'expression désormais consacrée par « nos » politiques : « l'ouverture du capital » de France Télécom en 97, TDF sombre peu à peu, entraîné par le fond c'est-à-dire par France Télécom, avec les délires de grandeur de ses dirigeants. (Michel Bon).

La bulle internet leur explose au nez et au passage, se solde dès 2002 par 50 milliards d'euros de dettes. La suite pour TDF, c'est la vente au privé ! Dès 2002, France Télécom vend « les bijoux de famille », c'est-à-dire le fruit de décennies d'impôts de nous tous, 64% puis tout. Le hold-up est terminé en 2006.

Durée du « casse », 20 ans : 1986/2006, au grand jour, pas besoin pour les « casseurs » de se cacher, de mariner dans les égouts et de s'exiler, comme un certain Spaggiari ! Ils ont pignon sur rue. Tous « nos » élus, de droite comme de gauche ont été « à la manœuvre ». Léotard s'est recyclé dans le roman... policier sans doute !

Les requins privés, fonds de pension anglo-saxons, ont pris le relais et se mangent entre eux maintenant. Surtout depuis la dernière crise. Les salariés de TDF, comme ils disent dans leurs tracts ou site internet « sont, bien sûr, moins stressés depuis que le capitalisme a été moralisé ! »

Bilan : voilà une entreprise publique de plus de 4000 salariés en 1975, à la pointe sur le plan technique, et sur un créneau qui n'a été que porteur sur la période, qui se retrouve privatisée, laminée, avec moitié moins de salariés, 2200 en 2009, et comme si la coupe n'était pas pleine, un plan de licenciements est prévu de 600 personnes. Sans doute est-il en cours ?

De la SPLI à TDF plus de 30 ans, où les syndicats, en haut lieu, ont globalement accompagné toute cette casse, tous ces « casses », quand ils n'ont pas aidés, les « casseurs » eux-mêmes ! Les actes de révolte et de courage collectifs, dans le privé comme dans le public en sursis, n'ont pas manqué. Les Conti, les Hymer, les Smolex, les postiers, les cheminots, les électriciens, les gaziers, les enseignants, les ... et combien d'autres, anonymes, esseulés localement, parce que les centrales syndicales redoutent plus que tout la fédération de toutes ces luttes, ce pour quoi elles exist(ai)ent en théorie, et n'ont plus de vision globale à proposer. Comment rompre avec cette logique dévastatrice pour le monde du travail ?

En faisant de la politique, en faisant ce que l'on disait déjà du temps de la SPLI, dans et aux portes de cette usine, « sortir du cadre ». Saisir que la mondialisation économique qui a permis et entraîné ces « hold-up » avec toutes leurs conséquences néfastes pour ceux qui en

font les frais, et ils sont légion, permet aussi d'entrevoir et de définir, pour l'instant à gros traits, une vision globale pour « refonder l'espoir » dans le monde du travail.

Tordre le cou au petit monde de la finance capitaliste mondiale sera possible, si les travailleurs d'ici et du Sud s'organisent autour d'une idée simple : l'économie mondiale est une, la crise est une, et la politique, qui a toujours été le concentré de l'économie, doit être une. L'idée du gouvernement mondial est l'objectif et l'outil de cette unité.